

Frères musulmans : ce que la France refuse de faire, même le monde arabe l'a déjà entrepris

écrit par Juvénal de Lyon | 20 juin 2025





La Confrérie » (des frères musulmans) s'infiltrer partout, à bas bruit, sous le masque d'une prétendue religion en réalité idéologie politique totalitaire : L' ISLAM.. (coran 8/39, 2/193, 9/33, 9/29)

« La Confrérie » abuse de toutes les libertés mises à sa disposition par nos régimes démocratiques assurant sa protection, ce qui lui permet de parvenir à ses fins ultimes : « la subversion de cette société » et la mise en place de son légal projet de destruction !

Les pays arabo-musulmans n' ont pas eu de ces fausses pudeurs pour décider l'élimination du fléau frériste néfaste, funeste et mortifère visant à l'élimination de leurs dirigeants dits trop modérés.

Jusqu' à quand allons-nous la tolérer dans nos contrées autrefois presque civilisées ?

Comme l' islam, la Confrérie nous a déclaré la guerre, alors ripostons !

Juvénal

La publication du [rapport gouvernemental sur les Frères musulmans](#), en mai dernier, a constitué un tournant. Pour

la première fois, l'État reconnaît officiellement l'existence d'un projet politique islamiste structuré sur le territoire national. Mais si le diagnostic est posé, **la réponse reste toujours trop hésitante.** Pendant que la France tergiverse, certains pays arabes, eux, ont choisi la survie de l'État plutôt que l'accommodement raisonnable.

Par [Matthieu Hocque](#) (1)

Publié le 17 juin 2025

Dans le monde occidental comme dans le monde arabo-musulman, les Frères musulmans construisent progressivement une contre-société. Le danger ne réside pas dans un activisme violent à la manière du djihadisme armé, mais dans une stratégie d'entrisme légale, patiente, structurée, qui vise à façonner une contre-société idéologique. C'est ce que certains chercheurs ont appelé un « *islamisme de voisinage* » ou un « [islamisme municipal](#) » : une implantation locale, à bas bruit, dissimulée sous les habits rassurants de la religion, de la solidarité ou de la culture. Les relais sont multiples : associations communautaires, centres culturels, ONG, fédérations sportives, écoles hors contrat, réseaux numériques, plateformes de formation, mosquées indépendantes, mais aussi think tanks, chaînes YouTube ou réseaux d'influence universitaire. Les Frères ne cherchent pas à prendre le pouvoir par la force, mais à le conditionner idéologiquement, en orientant peu à peu les normes sociales, éducatives, religieuses et en fabriquant un "nous" victimaire opposé au "eux" républicain.

Leur stratégie reposant sur la victimisation, plus une société est faible, plus elle est vulnérable. Les pays arabo-musulmans tels que l'Égypte, la Jordanie, la Tunisie ont vu les Frères musulmans s'implanter. Leur point commun : des pays qui ne trouvent pas leur projet

de société, oscillant entre ouverture au monde occidental au regard de la dépendance de leur modèle économique à l'attractivité touristique et repli communautaire religieux, à l'instar du reste du monde arabo-musulman. **Or, les Frères musulmans se présentent comme des victimes de l'islamophobie.** Ainsi, lorsque les sociétés arabo-musulmanes de ces pays s'ouvraient aux valeurs occidentales et à la liberté, elles ont renoncé en partie à sévir à leur encontre, ce qui a facilité leur implantation. Les ennemis de la liberté profitent de la protection des libertés des régimes démocratiques ou recherchent celle-ci.

La guerre froide contre le frérisme

Plusieurs États arabes ont déclaré la guerre aux Frères musulmans. **Dès 2013, l'Égypte**, traumatisée par l'expérience du pouvoir exercé par Mohamed Morsi et les tentatives de mainmise des Frères sur les institutions, décide de les éradiquer de son espace public. La confrérie est déclarée organisation terroriste, ses biens confisqués, ses membres arrêtés ou poussés à l'exil. D'autres pays suivent : **les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, Bahreïn**, puis plus récemment la **Jordanie**, classent eux aussi les Frères comme ennemis intérieurs, **non pas pour leur violence, mais pour leur projet de prise de pouvoir par l'infiltration idéologique.**

À chaque fois, ces États arabes pratiquent la doctrine de l'exemple, c'est-à-dire constater une menace pour agir. Pendant des décennies, les monarchies du Golfe ont accueilli des cadres fréristes fuyant la répression en Syrie ou en Égypte. Ces exilés, bien formés, ont structuré les systèmes éducatifs et religieux des pays hôtes, jusqu'à ce que ces derniers prennent conscience du danger : derrière la respectabilité du discours, une

logique d'entrisme, un refus de la légitimité des États-nations, et une fidélité au projet islamiste global, transnational, porté par des réseaux financés depuis Doha ou Ankara.

Concrètement, ces États arabes mettent tous les moyens politiques, judiciaires, institutionnels et idéologiques pour gagner la guerre. Les pays concernés ont procédé à la fermeture des ONG, écoles, mosquées et fondations liées de près ou de loin à la mouvance frériste. Des milliers d'activistes ont été arrêtés, des campagnes de délégitimation médiatique massives ont été lancées et les États ont reconquis le champ religieux : contrôle des prêches, nomination des imams, réforme des manuels scolaires, promotion d'un islam loyaliste dépolitisé. Cette guerre interne a produit des résultats concrets : marginalisation du discours frériste, affaiblissement de ses réseaux logistiques et réduction de son influence dans les institutions et les quartiers. Contrairement à l'Occident, ces États n'ont pas laissé la confusion entre islam et islamisme entraver leur action : ils ont distingué la foi privée de l'idéologie politique. Et surtout, ils ont agi.

Pour une stratégie républicaine d'éradication

La France n'est pas l'Égypte. Elle ne peut ni ne doit reproduire les méthodes brutales de certains régimes autoritaires. Mais cela ne doit en aucun cas justifier l'inaction. Si le contexte juridique et institutionnel est différent, les Français ne comprennent pas pourquoi une organisation jugée terroriste dans un pays musulman ne l'est pas en France. Avant de s'inspirer des États arabes, nous devons désigner l'islamisme comme ennemi éternel de la France, puis agir.

Premièrement, en démantelant les relais d'influence. Il ne suffit plus de surveiller les structures fréristes,

il faut les dissoudre. Partout où l'on identifie un noyau idéologique, il faut utiliser les outils juridiques disponibles pour y mettre fin. La loi contre le séparatisme de 2021 a ouvert la voie ; encore faut-il avoir le courage politique de l'appliquer jusqu'au bout. Cela suppose également de tarir les financements étrangers. **Tout financement venu du Qatar, de la Turquie ou d'autres États soutiens du frérisme doit être identifié, rendu public et interdit par impératif de souveraineté.**

Mais la guerre contre les structures ne suffira pas. Sur le modèle des États arabes, nous devons affirmer que cette guerre se mène contre des personnes. C'est pourquoi il faut expulser les prédicateurs radicaux. La France doit interdire l'entrée ou reconduire aux frontières tout imam ou intellectuel prônant un islam politique séparatiste : **la survie du peuple français vaut plus que le respect d'une décision de la Cour européenne des droits de l'homme empêchant l'expulsion de tels individus.** Mais la guerre doit se mener aussi contre les "idiots utiles" de cette cause, qu'ils soient à l'université dans les idéologies postcoloniales, dans le sport, dans les collectivités locales ou encore dans les associations pro-migrants ou luttant contre l'islamophobie. Interdire les ennemis de l'intérieur n'est pas une dérive liberticide : c'est une condition de la liberté elle-même.

Le défi posé par le frérisme est civilisationnel. Il y va de la capacité de la France à se défendre, à s'affirmer, à transmettre ses principes républicains sans honte ni faiblesse. Pour cela, elle doit parler clairement, agir fermement et refuser de subir ce que d'autres ont su prévenir. Source : <https://www.valeursactuelles.com/societe/freres-musulmans-ce-que-la-france-refuse-de-faire-le-monde-arabe-la->

[deja-entrepris](#) (1) *Matthieu Hocque est directeur adjoint des études du think tank gaulliste et indépendant Le Millénaire et spécialiste des politiques publiques Juvénal de Lyon*